



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS NEXSTONE

rue des Ragonieux
62750 Loos-En-Gohelle

Références : 361-2015
Code AIOT : 0007000284

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement SAS NEXSTONE implanté rue des Ragonieux 62750 Loos-en-Gohelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2025 de la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS NEXSTONE
- rue des Ragonieux 62750 Loos-en-Gohelle
- Code AIOT : 0007000284
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des SCHISTES ET CALIBRES DE L'ARTOIS (SCA) a été autorisée à exploiter les terrils de schistes houillers 79 et 79 A par arrêté préfectoral du 22/07/1981. Cet arrêté a été modifié par les arrêtés complémentaires des 24/01/1997, 30/06/1999 et du 08/08/2001. Puis dans le cadre de la poursuite des activités, une nouvelle procédure d'autorisation a abouti à la signature de l'arrêté d'autorisation du 06 janvier 2014, pour une durée d'exploitation de 10 ans et une production annuelle moyenne de 250000 tonnes, pour un maximum de 450000 tonnes. Suite à une nouvelle demande, l'activité du site a une nouvelle fois été prolongée dans les mêmes conditions d'exploitation, par arrêté préfectoral complémentaire du 19 mai 2025 jusqu'au 06 janvier 2034. Suite à la réorganisation opérationnelle du groupe COLAS, l'exploitation du site a eu de nombreux changements de dénomination (nouvelle entité "Nexstone" au cours de l'année 2024).

Le site des terrils implanté sur le territoire de LOOS-EN-GOHELLE s'étend sur une surface d'autorisation de 26 ha 29 a 40 ca y compris les zones de sécurité de 10 mètres minimum pour une surface d'exploitation disponible de 12 ha 66 a 33 ca.

Le site des terrils est établi au pied du plateau et des terrils n°74/74a au Sud (terrils inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco) et la rue des Ragonieux qui se situe en pied de talus en façade Nord. La rue est bordée par quelques habitations isolées, la première habitation étant implantée à environ 150m des terrils. Le reste est constitué de vastes surfaces agricoles.

L'exploitation porte sur les parcelles 0C 2320, 2318, 2316 et 131 du plan cadastral de la commune de LOOS-EN-GOHELLE.

Son activité relève dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, du régime de l'autorisation pour la rubrique 2510.4 : «Exploitation, en vue de leur utilisation, des masses constituées par des haldes et terrils de mines et par les déchets d'exploitation de carrière [...], lorsque la superficie d'exploitation est supérieure à 1 000 mètres carrés ou lorsque la quantité des matériaux à extraire est supérieure à 2 000 tonnes par an», pour une superficie d'exploitation de 26 ha 29 a 40 ca (262 940 mètres carrés) et une production maximale annuelle de 450000 tonnes et du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2515.1 : «Broyage, concassage, criblage, [...], mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW», pour une puissance totale installée de 375 kW.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 1.3	Sans objet
2	PC2	AP Complémentaire du 19/05/2025, article 1.3	Sans objet
3	PC3	AP Complémentaire du 19/05/2025, article 1.5	Sans objet
4	PC4	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 4	Sans objet
5	PC5	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 10.3	Sans objet
6	PC6	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 13	
7	PC7	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 14	Sans objet
8	PC8	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 16.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 1er juillet 2025 sur le site exploité par la société NEXSTONE à LOOS-EN-GOHELLE a été réalisée suite à la demande du 26/07/2024 de prolongation d'exploitation actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mai 2025. Les constats établis à cette occasion, qui viennent en complément de premiers échanges et constats établis sur site lors d'une visite d'inspection menée le 11/10/2024, ont permis de vérifier que l'exploitant respectait les prescriptions examinées de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 06 janvier 2014 et de l'arrêté préfectoral précité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Carrière
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 1.3 Durée de l'autorisation La présente autorisation prévoit une durée d'autorisation de 10 ans, à compter de la notification du présent arrêté, y compris la remise en état, sous réserve du respect des termes de la convention signée le 14/12/2009 avec la commune de LOOS en GOHELLE.
Constats : Suite à des réunions avec la mairie de Loos-en-Gohelle et l'accord de la maison mère du groupe COLAS, il a été décidé de poursuivre l'exploitation dans les mêmes conditions d'exploitation au-delà du 06/01/2024. Dans ce contexte, l'exploitant a déposé un dossier qui a permis d'acter par arrêté préfectoral du 19 mai 2025 une prolongation de l'activité jusqu'au 06 janvier 2034, remise en état comprise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/05/2025, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Carrière
Prescription contrôlée :

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, prend fin le 06 janvier 2034, sous réserve du respect des termes de la convention signée le 07 janvier 2024 avec la commune de LOOS-EN-GOHELLE. Plus aucun matériau commercialisable ne sera extrait à compter du 06 juin 2033, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Constats :

La prolongation vise à valoriser les matériaux encore exploitables, soit environ 1,4 million de tonnes commercialisables et 1,77 million de tonnes à extraire, ces stocks n'ayant pas pu être extraits ni commercialisés dans le cadre d'un contexte concurrentiel très difficile.

Ces matériaux sont principalement utilisés dans la fabrication de briques où leurs propriétés les rendent indispensables. Le schiste minier limite notablement la consommation d'énergie dans le process de fabrication et présente selon les dires de l'exploitant également l'avantage de posséder une bonne capacité d'absorption du CO2.

La prolongation est également essentielle pour étendre à l'ensemble du site les travaux de réaménagement finalisés sur la partie ouest. À la fin de l'exploitation, ces travaux permettront d'offrir un point de vue dégagé et remarquable depuis la route départementale n°165 sur les terrils jumeaux n°74 et 74 A qui font partie des 5 grands sites miniers inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco.

Suite à l'épuisement du schiste rouge d'ici la fin de l'année 2025, l'exploitant envisage de reprendre une exploitation plus classique, avec une avancée par paliers, dans la direction Est.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/05/2025, article 1.5

Thème(s) : Situation administrative, Carrière

Prescription contrôlée :

Article 1.5 : Remise en état

La remise en état du site dont les modalités sont définies à l'article 10.2 ci-dessous consiste :

- à la mise en sécurité des fronts de taille, au nettoyage des terrains et à la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site et à une insertion paysagère satisfaisante.
- à intégrer les mesures prises en faveur des espèces présentes depuis le début de l'exploitation et celles repérées lors de l'inventaire faune flore réalisé entre le 14 avril et 19 avril 2024 par le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) "Chaîne des terrils" et notamment, la plantation d'arbres et d'arbustes adaptés, l'implantation d'une falaise artificielle pour assurer la pérennité du nichage des hirondelles des rivages et les dispositions prises pour ne pas déranger le couple de grands ducs pendant les périodes de reproduction.

Constats :

Sur la partie remise en état, plus aucune structure n'est présente. Dans le cadre de la demande de prolongation, l'exploitant s'est engagé envers la mairie de Loos-en-Gohelle, à prolonger surtout la largeur du site, les deux gradins supérieurs. Les constats sur site le jour de la visite ont permis de vérifier la quasi-réalisation de ces travaux. L'ensemble des matériaux de cette zone ont été remaniés pour présenter un talus, avec une pente plutôt douce. À la fin de l'exploitation du schiste rouge, soit au début de l'année 2026, l'exploitant s'est engagé à combler, d'une part les cavités créées pour l'extraction de celui-ci et, d'autre part à créer de manière définitive les deux paliers. Suite à l'épuisement des spots du schiste rouge situés un peu partout, l'exploitant doit ensuite reprendre une exploitation plus classique avec une avancée par paliers et une avancée vers l'est. Pour répondre également aux dispositions du présent article, l'exploitant a mandaté le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) "Chaînes des terrils" pour réaliser un diagnostic et une étude écologique des terrils N°79 et 79A. Dans ce cadre, l'exploitant a fait réaliser un inventaire relativement poussé (passages et relevés du 14/04, 19/04, 20/04, 26/05, 05/07, 17/08, 23/08, 28/09, 04/10 et 17/10/2023). Les enjeux floristiques et faunistiques ont été reconnus comme importants. La visite d'inspection du 01/07/2025 a permis de vérifier le maintien des dispositions visant à favoriser leur développement (haies périphériques, merlons et stocks de matériaux ou déchets pauvres, présence de mare, zone présentant une falaise abrupte etc....).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Carrière

Prescription contrôlée :

Article 4 : BORNAGE

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer :

1. Les bornes matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.
2. Un piquetage matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.
3. Une borne de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

Vu: plan de juin 2024. Ce plan répond à l'ensemble des prescriptions rappelées ci-dessus et l'exploitant a ajouté comme l'a demandé l'inspection lors de la visite précédente du 11 octobre 2024 les zones et les stocks des déchets d'extraction. L'exploitant a précisé qu'un nouveau plan serait réalisé en septembre 2025, cette date correspondant de manière usuelle aux visites de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PC5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Article 10.3 - Forages

La remise en état comprendra la mise hors service des forages pour lesquels l'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de l'ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes souterraines. Ces mesures seront définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'Inspection de l'environnement.

Constats :

Sur les deux forages disponibles sur le site, l'un d'eux n'est plus fonctionnel. L'inspection a demandé à l'exploitation de prendre attache avec un hydrogéologue compétent pour définir puis mettre en œuvre les bonnes pratiques de remise en état. Le résultat de cette consultation devra être transmis à l'inspection avant les travaux. En outre, l'exploitant devra déclarer la mise hors service de l'ouvrage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PC6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 13

Thème(s) : Situation administrative, Carrière

Prescription contrôlée :

Article 13: PLANS

Un plan à l'échelle 1/1000^{ème} ou 1/500^{ème} est établi.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et la borne de nivellement visés à l'article 4 ; les pistes et voies de circulation

<p>;les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte,...les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, locaux,...Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu: plan de juin 2024 répond à l'ensemble des prescriptions du présent article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : PC7

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Carrière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 14 : LIMITATION DES POLLUTIONS La carrière est exploitée et remise en état de manière à limiter son impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel (par ex. bardage, capotage...). L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les installations sont entretenues en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues pour réduire les nuisances sonores et vibratoires, et éviter l'accumulation d'eau et de boue ainsi que l'émission de poussières par temps sec. Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1.2 doit être réalisé dans le respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) fixées par le Code de la Route.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le moment, l'exploitant a mis en place des mesures pour réduire les impacts de l'exploitation (contrat pour une balayeuse, mesure de bruit, poussières, vibrations, arrosage des pistes et des stocks etc...) et il s'est engagé à mettre à jour son analyse environnementale pour cette dernière phase d'exploitation avant remise en état. Ce document devra reprendre les enjeux et les actions à mener pour limiter au maximum les impacts de l'activité du site sur son environnement proche. Cette analyse devra être transmise à l'inspection dès sa réalisation. Les véhicules de transports sont systématiquement pesés à l'entrée et la sortie du site et aucune surcharge vis-à-vis de la réglementation française n'est autorisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : PC8

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 16.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Article 16.1 - Surveillance des retombées de poussière

16.1.1 - Dispositions générales

Un réseau de surveillance des retombées de poussières est créé. Il comprend des stations de mesure implantées comme suit :

Référence	Localisation de l'habitation	Orientation par rapport au site	Distance par rapport au périmètre d'extraction
H1	Rue des Ragonieux	Nord	20 m
H3	Route de Béthune (RD943)	Est	475 m
H3'	Route de Béthune (RD943)	Est	540 m
H8	Rue Paul Vaillant Couturier	Nord-Ouest	310 m

La localisation des jauges OWEN est celle indiquée sur le plan joint en annexe 4 de ce présent arrêté.

L'implantation et l'exploitation de ces jauges sont réalisées conformément à la norme NF X43- 014 ou équivalent.

16.1.2 - Paramètres mesurés

Les paramètres mesurés sont les suivants :

- les poussières insolubles (ou sédimentables) ;
- les poussières solubles ;
- dans les poussières insolubles, la détermination des organiques par perte au feu et la teneur en silicates exprimée en équivalent SiO₂ ;
- la détermination du taux de quartz selon les modalités de l'arrêté du 9 novembre 1994 relatif aux modalités du prélèvement des poussières dans les travaux à ciel ouvert, les installations de surface et les dépendances légales des mines et des carrières.

En complément, une analyse qualitative détaillée des poussières mesurées est réalisée selon une fréquence semestrielle au cours de la première année d'exploitation.

16.1.3 - Fréquence des mesures

La fréquence des mesures est semestrielle. Le relevé des collecteurs est effectué dans les 10 jours qui suivent chaque semestre considéré.

16.1.4 - Transmission des résultats

Pour les résultats des mesures semestrielles :

a) Les résultats des mesures semestrielles sont transcrits sous forme d'un tableau.

b) Une synthèse chronologique des résultats de mesure est réalisée chaque année pour chaque

point de mesure. Cette synthèse sera accompagnée d'une interprétation argumentée des résultats des jauges au regard notamment de l'activité sur le site, de la direction et de la vitesse des vents, des conditions météorologiques, des activités agricoles voisines et les actions correctives engagées.

c) Les résultats de mesure et la synthèse chronologique visés en a et b ci-dessus sont transmis à l'inspection de l'environnement dans les trois mois qui suivent chaque période considérée.

Ils sont également communicables à sa demande à la municipalité de LOOS EN GOHELLE.

Pour les résultats de la campagne représentative de mesure :

L'exploitant en effectue une synthèse accompagnée des commentaires nécessaires pour son interprétation et les actions correctives engagées. Les résultats et la synthèse sont transmis à l'inspection de l'environnement dans les trois mois qui suivent la réception des résultats. Ils sont également communicables à sa demande à la municipalité de LOOS EN GOHELLE.

Constats :

Une campagne de mesures a été réalisée du 03 juillet au 08 août 2024 par la société Kali'air, le seul point significatif est situé à l'angle de la ferme et de la route de Béthune avec une moyenne relevée de 160 mg/m² de poussières solubles et insolubles par jour pour une limite fixée 500 mg/m²/j en moyenne annuelle glissante par l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

L'exploitant devra néanmoins réaliser une analyse des résultats pour éventuellement mettre en place des mesures lors des épisodes de sécheresse présentant des vents soutenus..

Type de suites proposées : Sans suite